

Etat de la question

LE MODELE ECONOMIQUE ALLEMAND

Ariane Fontenelle

Introduction	2
A. L'impact de la réunification sur le modèle allemand.....	2
1. <i>L'évolution du modèle traditionnel allemand et les réformes.....</i>	2
1. L'économie sociale de marché :	2
2. Les réformes du marché du travail et la modération salariale : .	3
2. <i>Les caractéristiques du modèle allemand post-réformes</i>	4
Le modèle allemand post-réformes présente cinq grandes caractéristiques :.....	4
B. Ce modèle allemand post-réformes : un modèle pour l'Europe ?	6
1. <i>Les conséquences des réformes sur le marché du travail et sur la société allemande.....</i>	6
1. Une précarisation accrue du travail :	6
2. L'émergence de « salariés pauvres » :.....	7
2. <i>Les conséquences de la politique allemande de déflation salariale sur la zone euro.....</i>	8
1. Une source de déséquilibres macroéconomiques :	8
2. Un frein à la croissance européenne :	10
C. Un modèle allemand à démystifier ?.....	10
Conclusion : un modèle contestable	11

Introduction

Le modèle économique allemand est aujourd'hui vanté à l'échelon européen au point d'être pratiquement érigé en modèle dont les recettes devraient être transposées dans les autres Etats membres de la zone euro. **En une décennie, l'Allemagne serait passée « d'enfant malade de l'Europe » à « locomotive économique de l'Europe ».**

Cependant, ce modèle économique allemand de renforcement de la compétitivité par la modération salariale a des **conséquences négatives pour la société allemande mais aussi sur l'ensemble de la zone euro** et certaines vertus prêtées au modèle allemand relèvent du mythe.

A. L'impact de la réunification sur le modèle allemand

Au début des années 2000, l'Allemagne était perçue comme **« l'homme malade de l'Europe »**. La stratégie mise en place pour gérer la réunification allemande avait provoqué un véritable choc dans la société allemande.

Cette stratégie de gestion macroéconomique de la réunification visait à une égalisation rapide des niveaux de vie entre l'Est et l'Ouest du pays. Elle a fait exploser la demande dans les nouveaux länder de l'Est et fait fondre les excédents de la balance des transactions courantes. L'Allemagne post-réunification était également confrontée à des coûts salariaux en hausse, à une croissance molle et à un taux de chômage élevé (autour des 9% à l'Ouest et le double, 18%, dans l'ex-RDA).

Ces **coûts de la réunification** vont avoir un impact important sur l'économie et sur le pacte social en Allemagne.

1. L'évolution du modèle traditionnel allemand et les réformes

1. L'économie sociale de marché

Le modèle traditionnel du capitalisme allemand repose sur une véritable doctrine fondée sur **l'économie sociale de marché (« soziale Marktwirtschaft »)**.

Ce modèle d'« économie sociale de marché » peut être défini comme *une sorte de troisième voie entre capitalisme sans limites et communisme collectiviste, dont l'objectif est de combiner, sur la base d'une économie concurrentielle, l'initiative privée et le progrès social*¹. Dans ce modèle, l'Etat est garant explicite de l'ordre économique et social et les partenaires sociaux disposent d'une grande autonomie de négociations.

¹ Henrick Uterwedde, « L'économie sociale de marché : un concept toujours actuel », *Regards sur l'économie allemande*, N°91, mai 2009, repris dans le N°2.975 de *Problèmes économiques*, La documentation française.

La gouvernance des entreprises caractérisée par la cogestion (« *Mitbestimmung* ») fait également partie de ce modèle. *La cogestion est non seulement fondée sur l'association de toutes les parties prenantes à la prise de décision à l'intérieur des entreprises, mais se traduit également par la coresponsabilité*². La cogestion a joué un rôle important pour la paix sociale en Allemagne.

Le modèle d'économie sociale de marché a constamment évolué pour permettre à l'économie allemande de faire face aux différents défis auxquels elle a été confrontée et **la réunification allemande va constituer une étape particulière dans l'évolution du modèle.**

Au début des années 2000, le gouvernement allemand va mettre des réformes libérales en place pour **restaurer la compétitivité-coût des industries allemandes.**

L'Allemagne va alors chercher à se spécialiser dans des secteurs porteurs, à haute valeur ajoutée, pour mieux lutter contre ses rivaux étrangers et **à gagner des parts de marché sur les pays voisins grâce à la modération salariale.**

2. Les réformes du marché du travail et la modération salariale

Suite à sa réélection en octobre 2002, le gouvernement de Gerhard Schröder décide de **lancer un plan de réformes structurelles d'inspiration libérale dans le domaine du marché du travail et de la sécurité sociale.**

Ce plan de réformes a été fortement influencé par la « **troisième voie** » de Tony Blair et Anthony Giddens, qui prônaient plus de flexibilité et une réduction du coût du travail.

En mars 2003, **l'Agenda 2010** est lancé **avec comme priorité affichée la lutte contre le chômage.**

L'Agenda 2010 a notamment consisté en **un paquet de lois « Hartz³ I à IV »** votées entre 2003 et 2005.

Ces lois ont entraîné un changement radical de l'organisation et des conditions de l'indemnisation du chômage.

Ces lois vont marquer **une véritable rupture** par rapport à l'approche consensuelle traditionnelle allemande et vont modifier le système de protection sociale qui était particulièrement bien développé jusque là.

Les lois Hartz ont porté sur plusieurs domaines :

- ✓ Une **réforme des agences de placement des demandeurs d'emploi vers plus de libéralisation** du secteur. Les agences de placement ont par exemple été mises en concurrence. Le demandeur d'emploi peut

² Idem.

³ Peter Hartz était l'ancien DRH du groupe Volkswagen et il présidait la Commission qui a pensé ces réformes.

désormais aller trouver une autre agence de placement privée s'il n'a pas été placé dans les six semaines, et cette agence concurrente reçoit même une prime si elle réussit à le placer. Les agences de placement ont également fait une utilisation plus importante du travail temporaire ;

- ✓ Une **stimulation de l'emploi indépendant** (aide dégressive aux chômeurs qui déclarent une entreprise individuelle et aide de transition pour les autres créateurs d'entreprises en fin de droits) ;
- ✓ Un **soutien aux emplois faiblement rémunérés** « Mini-jobs » via des exonérations de cotisations sociales ;
- ✓ Une **plus grande activation des demandeurs d'emploi** avec une obligation d'accepter tout emploi proposé même si celui-ci est moins bien payé, se trouve loin de leur lieu d'habitation ou ne correspond que partiellement à leurs qualifications, sous peine de sanctions financières ;
- ✓ Une **refonte totale des systèmes de revenus de substitution** (la fameuse réforme Hartz IV). Pour Peter Hartz, l'inspirateur de la réforme, il fallait fusionner l'assistance chômage et l'aide sociale, et ramener le montant perçu au niveau de l'aide sociale. Pour un chômeur de longue durée qui percevait dans le système précédent la moitié de sa rémunération antérieure, la réforme signifiait une descente immédiate dans la pauvreté ;
- ✓ Une **durée réduite du versement des indemnités de chômage**, passée de 32 mois à 12 mois (de 32 mois à 18 mois pour les chômeurs de plus de 57 ans). Après ces 12 mois, c'est l'aide sociale (environ 400 euros pour une personne seule). Les conditions pour bénéficier de l'aide sociale sont très strictes : elles tiennent compte des revenus du ménage dans son ensemble et de son patrimoine disponible mais le loyer et le chauffage des allocataires sociaux sont entièrement pris en charge ;
- ✓ Une **nouvelle catégorie de « jobs à 1 euro »** censés rapprocher les chômeurs de longue durée, difficiles à placer, du marché du travail.

En dehors des lois Hartz, le gouvernement a également favorisé une plus grande flexibilisation du marché du travail via un **assouplissement de la protection contre les licenciements abusifs** (en 2004).

2. Les caractéristiques du modèle allemand post-réformes

Les réformes, mises en place par le gouvernement de Gerhard Schröder et poursuivies par les gouvernements Merkel, ont modifié en partie le modèle allemand et ses caractéristiques.

Le modèle allemand post-réformes présente cinq grandes caractéristiques :

- ✓ **Le maintien d'une industrie importante haut de gamme et d'un tissu économique très dynamique**

L'Allemagne dispose d'entreprises de niche, leaders mondiaux dans leur secteur.

Ce tissu économique est constitué de grandes entreprises mais également d'un réseau de grandes PME (de 250 à 5000 salariés) extrêmement dynamiques. Ce réseau de PME, appelé le « *Mittelstand* », se base sur un capitalisme familial et patrimonial, et ces entreprises constituent la base industrielle du pays.

✓ **L'investissement dans la recherche et le développement**

L'Etat fédéral a encouragé les entreprises à innover dès les années 70 en accordant des aides comme les crédits impôt-recherche. En 2012, près de 2,87% du PIB devra être investi en recherche et développement, et une majorité de l'investissement viendra du secteur privé.

✓ **La modération salariale et une politique fiscale favorisant l'offre**

Les réformes Hartz ont profondément modifié les règles relatives à l'indemnisation du chômage, au nom d'une responsabilisation des chômeurs.

En 2007, la Chancelière Angela Merkel a fiscalisé une part de la sécurité sociale et a augmenté la TVA de 16% à 19% pour, théoriquement, financer la protection sociale (TVA sociale).

✓ **La sous-traitance dans les pays d'Europe centrale et orientale ou dans les pays émergents**

Les industries allemandes ont construit des usines dans les pays d'Europe centrale et orientale ou dans les pays émergents afin de réduire leurs coûts de production. L'entreprise Siemens a par exemple construit des usines en Chine.

✓ **La rigueur budgétaire**

Depuis la fin des années 90, les gouvernements allemands ont progressivement comprimé les dépenses publiques. La mise en place de l'« Agenda 2010 », à partir de 2003, s'est traduite par une cure d'austérité qui a principalement concerné une baisse importante des dépenses de protection sociale.

En 2010, le gouvernement conservateur-libéral d'Angela Merkel a adopté un nouveau plan d'austérité record qui vise 80 milliards d'euros d'économies jusqu'en 2014 (dont 11,2 milliards en 2011 ; 18,6 milliards en 2012 ; 23,6 milliards en 2013 ; 26,5 milliards en 2014).

Les coupes budgétaires de ce plan ont touché en premier lieu aux prestations sociales. L'indemnisation des chômeurs de longue durée a été réduite, l'allocation parentale (qui a pour but de permettre aux parents qui travaillent de rester à la maison pour s'occuper de leurs enfants) a été réduite pour les hauts salaires et supprimée pour les personnes qui

touchent le revenu minimum, et 15000 postes de fonctionnaires ne seront pas remplacés d'ici 2014.

B. Ce modèle allemand post-réformes : un modèle pour l'Europe ?

Aujourd'hui, **l'Allemagne présente à première vue une situation économique très flatteuse** avec un taux de chômage bas (passé de 12,1% à 6,4% de 2005 à 2011), une croissance soutenue (taux de croissance du PIB de 3% en 2011), un excédent commercial record (154,3 milliards d'euros en 2011), et des finances publiques sous contrôle (déficit public allemand à 1,5 point de PIB en 2011).

L'Allemagne et les bons résultats économiques du nouveau « modèle allemand » sont **souvent cités en exemple à l'échelon européen**.

Cependant, à y regarder de plus près, **le modèle allemand a des conséquences négatives en Allemagne mais aussi sur l'ensemble de la zone euro et certaines vertus prêtées au modèle allemand relèvent même du mythe**.

1. Les conséquences des réformes sur le marché du travail et sur la société allemande

1. Une précarisation accrue du travail

Les réformes « Hartz » ont **entraîné la promotion d'emplois atypiques** tels que des emplois faiblement rémunérés appelés « Mini-jobs » ou les « jobs à 1 euro ».

Les « **Mini-jobs** » sont des emplois à temps partiel, rémunérés autour de 400 euros par mois, pour lesquels les employeurs ne paient pratiquement pas de cotisations sociales. Les employés, quant à eux, sont exemptés de cotisations mais le « mini-salarié » n'acquiert aucun droit en matière d'assurance maladie et des droits très restreints pour sa retraite. Les mini-jobs sont ouverts aux chômeurs et aux personnes qui travaillent à temps partiel et qui veulent compléter leur horaire.

Les « **jobs à 1 euro** » sont en principe des occupations d'intérêt général pour lesquelles les participants perçoivent non pas un salaire mais une indemnisation de l'ordre de un à deux euros de l'heure en plus de leur allocation de chômage. Ils sont limités à six mois, n'ouvrent aucun droit à la formation continue et mènent très rarement à un emploi régulier. Les bénéficiaires de Hartz IV sont tenus d'accepter ces jobs à un euro proposés par l'administration, sous peine de voir leurs allocations amputées de 30% pendant trois mois.

Aujourd'hui, **un emploi sur dix est un mini-job en Allemagne**. Près de 90% des mini-jobs entrent dans la catégorie des bas voire des très bas salaires. En

2010⁴, 23,1% des salariés soit 7,84 millions de personnes touchaient un salaire qualifié de « bas », c'est-à-dire inférieur à 9,15 euros bruts de l'heure (deux tiers du salaire médian allemand).

Ces mécanismes ont un effet pervers sur le marché du travail car **certains employeurs considèrent ces emplois atypiques comme un moyen de disposer d'une main-d'œuvre bon marché**. Nombreux sont les propriétaires de petits commerces (hôtellerie-restauration, commerce de détail, société d'entretien, etc.) qui ont abandonné les contrats à durée indéterminée au profit de ce type de contrats.

De plus, ces mécanismes censés favoriser le retour à l'emploi des chômeurs de longue durée (les "jobs à 1 euro") ou censés servir de passerelle entre le chômage et un emploi "traditionnel" (les "Mini-jobs") **ne fonctionnent pas dans ce sens et maintiennent plutôt les travailleurs dans la précarité**.

Ces réformes ont également entraîné **une précarisation massive du travail avec une explosion du travail à temps partiel**. Depuis 2005, le nombre d'intérimaires a doublé en Allemagne pour atteindre un million de personnes et cette évolution ne touche pas seulement le secteur tertiaire mais également le secteur de l'industrie qui était relativement épargné par ce phénomène.

Une étude⁵ de l'office allemand des statistiques Destatis confirme cette tendance à la précarisation massive du travail. Ainsi, *le nombre d'emplois dits atypiques – à temps partiel de moins de 20 heures par semaine, incluant les activités marginales, les emplois temporaires et l'intérim – a augmenté de 3,5 millions de 1991 à 2010, tandis que le nombre d'actifs disposant d'un emploi régulier a chuté de près de 3,8 millions*.

2. L'émergence de « salariés pauvres »

Tel que cité précédemment, en 2010, 23,1% des salariés étaient sous le seuil des 9,15 euros bruts de l'heure et, selon la même étude de l'université de Duisbourg-Essen, 11,4% gagnaient même moins de 6 euros bruts de l'heure en 2010.

Ces niveaux de salaire ont entraîné l'émergence d'une catégorie de salariés pauvres qu'on retrouve principalement dans les secteurs du commerce et des services à la personne.

La plupart de ces salariés pauvres avaient pourtant une **qualification professionnelle** (71%) voire même un **diplôme universitaire** (10%).

Les femmes sont souvent les plus concernées par ces salaires très bas (63,7%) et cette situation entraîne également une augmentation de la pauvreté des enfants qui vivent dans les familles bénéficiaires de Hartz IV.

⁴ Selon une étude de l'Institut de recherche sur le travail de l'université de Duisbourg-Essen publiée le 14 mars 2012.

⁵ « Ombres et lumière sur le marché du travail », Destatis, publiée le 11 janvier 2012.

La répartition de ces salariés pauvres entre l'Est et l'Ouest du pays montre que **la part des salariés qui entrent dans cette catégorie augmente à l'Ouest**. Ainsi, l'Est du pays comptait un peu plus de 2 millions de salariés pauvres et l'Ouest 5,8 millions en 2010.

Alors qu'ils l'ont longtemps décrié, **la confédération des syndicats allemands (DGB – Deutsches Gewerkschaftsbund) demande désormais l'introduction d'un salaire minimum légal** pour s'attaquer au problème des bas salaires dans les secteurs où il n'y a que peu ou pas de négociations collectives.

Jusqu'à présent les salaires en Allemagne sont généralement fixés par secteur d'activité à l'issue de négociations entre le patronat et les syndicats, du moins dans les secteurs où les organisations syndicales sont puissantes. Dans les autres secteurs, la rémunération dépend des employeurs en l'absence d'un salaire minimum.

En Allemagne, **l'instauration d'un salaire minimum entraînerait une hausse des revenus pour environ 25%** des personnes qui touchent aujourd'hui un très bas salaire⁶.

Si ce salaire minimum est mis en place, il devrait cependant varier selon les länder et être plus faible dans les anciens länder de l'Est. Le länder de Brême est le premier länder qui a décidé d'introduire un salaire minimum dont le montant sera de 8,50 euros.

L'ex-Chancelier allemand **Gerhard Schröder mesure aujourd'hui les effets pervers de ses réformes**. Il a récemment plaidé⁷ en faveur de l'instauration d'un *salaire minimum raisonnable afin que chaque personne soit capable de nourrir sa famille avec son emploi* » et dénoncé l'utilisation abusive des mini-jobs ou jobs à un euro par les employeurs.

Et le gouvernement semble aujourd'hui vouloir corriger certains excès de la politique salariale menée depuis l'Agenda 2010. **La CDU vient en effet de décider l'introduction d'un salaire minimum dont le montant ne sera pas fixé par l'Etat mais par une commission paritaire**.

2. Les conséquences de la politique allemande de déflation salariale sur la zone euro

1. Une source de déséquilibres macroéconomiques

Le nouveau mécanisme de correction des déséquilibres macroéconomiques créé par le « Six pack » **doit en théorie permettre à la Commission européenne de détecter et surveiller tous les déséquilibres**.

⁶ Selon l'étude de l'Institut de recherche sur le travail de l'université de Duisbourg-Essen.

⁷ "Dialogue in Difficult Times. Labour Markets, Education, Social Partnership", Third bilateral Belgian-German conference, Institut Egmont, Bruxelles, 17 avril 2012.

Parmi les dix indicateurs choisis dans le cadre de ce mécanisme, la balance des comptes courants⁸ pose question.

Un « excédent » permanent important de cette balance des comptes courants dans une même zone monétaire **est souvent obtenu au détriment des autres Etats membres de la zone monétaire**. Dans son avis sur le nouveau mécanisme de correction des déséquilibres macroéconomiques, le Comité économique et social européen (CESE)⁹ fait justement remarquer que *la balance commerciale de l'Allemagne et celle du groupe des pays « périphériques », où se trouve le Portugal, l'Irlande, l'Italie, la Grèce et l'Espagne, témoignent d'évolutions croisées, le niveau des déficits semblant correspondre à celui des excédents*.

Le célèbre Prix Nobel d'économie américain Josef Stiglitz a d'ailleurs affirmé le 13 avril dernier à Berlin¹⁰ que *« quelles que soient leurs raisons, les pays excédentaires imposent des coûts aux autres et la persistance de ces surplus a des conséquences qui ne sont pas soutenables. »*

La Commission européenne aurait dû également trouver que **cet excédent de la balance des comptes courants de l'Allemagne était trop important et pouvait constituer une source de déséquilibre pour la zone euro**.

Cependant, elle ne l'a pas fait et a retenu 6 points de PIB comme seuil indicatif pour l'excédent maximal de la balance des comptes courants des trois dernières années **alors que l'Allemagne est juste en-dessous avec 5,9 points de PIB**.

Il est assez peu vraisemblable que la Commission ait pu passer à côté d'un tel potentiel de déséquilibre macroéconomique. Lors de la conférence de presse de présentation du mécanisme d'alerte à Strasbourg le 14 février dernier, le Commissaire européen chargé des Affaires économiques a affirmé que *la Commission examinera dans les mois qui viennent l'excédent persistant des comptes courants*. On ne peut cependant s'empêcher de penser **que la Commission européenne a épargné l'Allemagne**, qu'elle présente souvent comme un modèle à suivre.

⁸ Les comptes courants =balance commerciale (exportations-importations) et transferts d'un pays.

⁹ Avis du Comité économique et social européen sur la « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des mesures d'exécution en vue de remédier aux déséquilibres macroéconomiques excessifs dans la zone euro » COM(2010) 525 final – 2010/0279 (COD) et la « Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques » COM(2010) 527 final – 2010/0281 (COD) (2011/C 218/09).

¹⁰ Intervention du Prix Noble d'économie Joseph Stiglitz dans le cadre d'une conférence de l'Institut pour une nouvelle pensée économique à Berlin le 13 avril 2012.

2. Un frein à la croissance européenne

Selon une étude de l'Organisation internationale du travail¹¹ (OIT), *l'amélioration de la compétitivité des exportateurs allemands est de plus en plus **identifiée comme la cause structurelle des difficultés récentes dans la zone euro.*** Les réformes mises en place en Allemagne seraient même un frein à la croissance européenne.

La croissance des autres Etats membres de la zone euro est sous pression en raison de la baisse des salaires allemands, ce qui a un impact sur la viabilité de leurs finances publiques. Les exportations des autres Etats membres de la zone euro sont moins compétitives et ils ne peuvent même pas utiliser le marché allemand pour y exporter leurs marchandises **car la demande intérieure est faible en Allemagne en raison de la politique de modération salariale.**

L'Allemagne est compétitive mais le revenu réel brut par salarié aurait reculé chaque année entre 2004 et 2009. Même si la situation évolue depuis 2010, **les gains en termes de pouvoir d'achat des Allemands restent modérés.**

Au cours de la dernière décennie, deux tiers des exportations allemandes ont été dirigées vers les autres pays de l'Union européenne alors que **moins de trois cinquièmes** de ses importations proviennent des autres Etats membres.

C. Un modèle allemand à démystifier ?

Selon une étude de Natixis¹², les vertus prêtées au modèle allemand relèvent du mythe, sinon de raccourcis faciles.

L'Etat fédéral allemand a utilisé des pratiques comptables pour **comptabiliser une partie de l'encours de sa dette publique dans des fonds spéciaux dont les déficits n'apparaissent pas dans le budget de l'Etat allemand.** Parmi ces pratiques, certaines respecteraient la comptabilité au sens de Maastricht mais d'autres pratiques auraient permis à l'Etat allemand de « cacher » entre 2009 et 2011 jusqu'à 20 milliards d'euros (un point de PIB) au titre de dépenses d'investissement (ex pour la prime à la casse).

Alors que l'Allemagne demande toujours plus de mesures d'austérité et se fait le chantre de la rigueur budgétaire en Europe, le gouvernement Merkel a décidé pour son budget 2012 de **ne pas utiliser la majorité des recettes fiscales excédentaires pour réduire le déficit** mais plutôt pour soutenir la demande (pour 4 milliards d'euros soit 0,2 point de PIB).

La **TVA sociale**, instaurée par le gouvernement Merkel en 2007, **a plus servi à rembourser la dette qu'à faire baisser les charges sociales.** Elle n'a donc été qu'un instrument marginal de compétitivité-coût.

¹¹ « Tendances mondiales de l'emploi 2012. Prévenir une aggravation de la crise de l'emploi », rapport annuel publié le 24 janvier 2012, Organisation internationale du travail, Genève.

¹² Flash Economie du 24 novembre 2011 : « Démystifions l'Allemagne », N°865, Natixis.

La baisse des coûts du travail hors salaire **provient moins de celle des cotisations sociales** que de l'abandon pur et simple du modèle social allemand avec le développement de contrats de travail précaires cautionnés par l'Etat.

Les parts de marché que l'Allemagne a gagnées ces dix dernières années dans l'Union européenne **proviennent en majorité d'activités de transit**, notamment portuaire, qui ont rapidement grossi depuis la mondialisation des chaînes de production. La baisse des coûts salariaux ne jouerait ici qu'un rôle marginal.

Enfin, les réformes de 2003-2007 ont été menées en réponse aux conséquences de la réunification allemande mais **aussi en réponse au vieillissement de la population et aux problèmes démographiques**¹³ qui font peser sur l'Allemagne une contrainte plus forte que pour les autres pays européens pour les questions de croissance, de dépenses de santé et de retraite.

Conclusion : un modèle contestable

Avec des inégalités et une précarité qui explosent, des emplois et une protection sociale sacrifiés, **le modèle allemand vanté à l'échelon européen résiste difficilement à l'analyse.**

Le taux de chômage a baissé en Allemagne **mais la qualité de l'emploi a également baissé** pour une partie non négligeable de la société allemande.

De plus, la question même d'une éventuelle transposition du modèle au reste de la zone euro pose problème car **le modèle allemand n'est pas transposable en soi.**

Ce modèle allemand vise principalement à gagner des parts de marché sur les pays voisins par la modération salariale. Si les pays voisins décident de mener la même politique et compensent un déficit de compétitivité par des salaires plus bas, **le modèle trouve alors ses limites et l'impact de cette politique sur l'économie européenne est négatif** en raison notamment du ralentissement de la consommation engendré par cette politique de déflation salariale.

Par une transposition de ce modèle, le risque est bien trop important **d'entraîner la zone euro dans un marasme économique et d'augmenter les inégalités et la pauvreté en Europe.**

Des pressions tant internes (syndicats) qu'externes (G20) ont été de plus en plus fortes ces dernières semaines pour que l'Allemagne **prenne les mesures indispensables au renforcement de sa demande intérieure** (consommation des ménages) et ces mesures passent notamment par des augmentations de salaires.

¹³ Selon Eurostat entre 2010 et 2050 la population allemande passera de 81,74 millions d'habitants à 70,8 millions d'habitants.

Le syndicat allemand des services Verdi a d'ailleurs obtenu le 31 mars dernier 6,3% d'augmentation salariale pour deux millions de fonctionnaires de l'Etat et des communes. Cette augmentation salariale sera progressive : 3,5% de plus le 1^{er} mars 2012 (avec effet rétroactif), 1,4% de plus le 1^{er} janvier 2013 et 1,4% le 1^{er} août 2013. Et de nouvelles négociations salariales seront organisées en mars 2014.

Ce syndicat a également obtenu le 7 mai 2012 une **augmentation de salaire de 6,5% pour les 50000 salariés de Deutsche Telekom.**

Ces augmentations salariales ou encore la décision de la CDU d'introduire un salaire minimum **laissent entrevoir une certaine réorientation de la politique économique du gouvernement d'Angela Merkel.** Le Ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, a d'ailleurs déclaré le 7 mai 2012¹⁴ : *« ce n'est pas un problème que les salaires augmentent actuellement chez nous [en Allemagne] davantage que dans les autres pays de l'Union européenne. Ces hausses de salaires contribuent à supprimer les déséquilibres à l'intérieur de l'Europe. »*

Cette inflexion récente de la politique économique du gouvernement allemand est considérée comme un signal positif envoyé à ses partenaires car elle peut contribuer à soulager **la zone euro et permettre à l'Allemagne de véritablement jouer le rôle de moteur économique de l'Europe** ; ce qu'elle n'a pas été jusqu'à présent.

Institut Emile Vandervelde
Bd de l'Empereur, 13
B-1000 Bruxelles
Téléphone : +32 (0)2 548 32 11
Fax : + 32 (02) 513 20 19
iev@iev.be
www.iev.be

¹⁴ Interview de Wolfgang Schäuble dans le magazine Focus du 7 mai 2012.